

## « Conflict Scan » avec les Jeunes de la Plaine de la Ruzizi

### Uvira, Sud Kivu

Search for Common Ground

Décembre 2015



Source : Rift Valley Institute, 2013

Ce rapport est basé sur une étude documentaire et des témoignages récoltés sur le terrain. Il ne reflète pas l'opinion de Search for Common Ground.

— END VIOLENT CONFLICT —

## Table de matières

A. Résumé.....	3
B. Contexte et objectifs de l'analyse.....	3
C. Méthodologie.....	3
D. Analyse.....	5
D.1. Contexte dans la Plaine de la Ruzizi .....	5
D.2. Historique des tensions intercommunautaires .....	5
D.3. Les tensions intercommunautaires actuelles .....	8
D.4. La cohésion sociale .....	14
E. Conclusion.....	18
F. Bibliographie .....	18

## A. Résumé

Dans le cadre du projet « Jeunesse pour la Paix dans la Plaine de la Ruzizi », SFCG a organisé avec des jeunes de la plaine un « conflict scan » au mois de novembre 2015. Les jeunes ont été impliqués dans la collecte de données et dans l'analyse de ces données afin de renforcer le rôle clé qu'ils jouent dans la consolidation de la paix dans leur milieu. Les résultats montrent que les tensions intercommunautaires entre les deux principales communautés de la Plaine de la Ruzizi, les Bafuliru et les Barundi (et les Banyamulenge étant souvent assimilés aux Barundi) sont toujours très vives. Les conflits les plus importants ou violents sont les conflits ethniques liés à l'accès au pouvoir et à la terre, ces deux conflits étant étroitement liées à l'histoire de cette région. Les conflits liés à l'accès au pouvoir sont multiples, mais le plus important concerne l'accès au pouvoir coutumier. Le conflit foncier, qui est également lié aux tensions intercommunautaires, s'exprime surtout à travers le conflit entre agriculteurs et éleveurs (en raison de la divagation des bêtes). Malgré les vagues de violence dans la zone et la méfiance entre les communautés qui augmente, le dialogue, basé sur une approche non-violente, reste le mécanisme de résolution des conflits le plus utilisé.

## B. Contexte et objectifs de l'analyse

SFCG est en train de mettre en oeuvre le projet « Jeunesse pour la Paix dans la Plaine de la Ruzizi », de mars 2015 à septembre 2016, afin de renforcer le rôle des jeunes dans la construction de la paix, ainsi que la stabilité et la sécurité durable dans la zone. L'un des objectifs spécifiques est que les jeunes et la communauté en général aient une meilleure connaissance de leurs points communs et de leurs capacités à créer ensemble un changement positif. L'un des résultats attendus est que les jeunes jouent un rôle clé dans l'analyse des conflits locaux et la recherche de solutions pour résoudre ces conflits. C'est dans ce contexte que SFCG organise des « conflict scans » menés par les jeunes. Le premier « conflict scan », dont nous présentons les résultats dans ce rapport, s'est déroulé en novembre 2015.

## C. Méthodologie

Le « conflict scan » est une méthodologie développée par SFCG dans le but de comprendre un contexte particulier ou les dynamiques d'un conflit dans un bref délai. Il permet d'établir un diagnostic, donnant une vue d'ensemble du contexte dans lequel s'inscrit le conflit. Souvent, ces informations servent à développer de nouvelles activités et des projets en coopération avec les communautés et les partenaires locaux. Les « conflict scans » sont aussi utilisés lors des activités en cours pour vérifier si les facteurs clés sont bien adressés. Il ouvre un espace de dialogue, permettant aux différents acteurs d'échanger sur des questions sensibles dans un environnement sûr et d'instaurer un climat de compréhension et de confiance mutuelle. En outre, les participants deviennent des agents proactifs du changement, encouragés à proposer

leurs propres initiatives pour améliorer leurs vies. En tant que processus participatif, le scan représente donc en lui-même un effort de promotion de la paix.

Dans le cadre de ce « conflict scan », SFCG a formé 24 jeunes de la Plaine de la Ruzizi, qui participent aussi à d'autres activités du projet. Parmi les 24 participants, 4 points focaux ont été choisis à travers un processus compétitif comprenant un test écrit. SFCG a néanmoins veillé à assurer une représentation équitable en prenant en compte le sexe et l'ethnie des participants. Les notions de conflits et de paix ont été abordées au cours de la première formation, qui portait sur la typologie, les étapes et les niveaux d'un conflit, ainsi que les positions, les intérêts et les besoins des acteurs. La deuxième formation s'est concentrée sur l'analyse des conflits, tout en soulignant l'importance de l'analyse, le profil et l'historique d'un conflit, ses causes profondes et immédiates, ses conséquences, dynamiques et déclencheurs mais aussi les acteurs et leurs profils (positions, intérêts et besoins). Lors de cette deuxième formation, les outils spécifiques du « conflict scan » ont été présentés, dont le guide de discussion pour les groupes de discussion, le guide d'entretiens et un questionnaire pour le sondage.

Par la suite, les jeunes, accompagnés de l'équipe de SFCG, ont mené la collecte de données du 19 au 23 novembre 2015. Un total de 10 de groupes de discussion (en anglais *Focus Group Discussion* ou FGD) avec un total de 120 personnes ont été réalisés dans 4 localités : Mutarule, Bwegera, Katagota, Luvungi et la cité de Sange. (Les FGD ont dû être annulés à la dernière minute à Luberzi en raison de l'opposition de la communauté à l'approche de SFCG qui a créé des groupes d'enquêteurs d'ethnies confondues. La communauté locale ne voulait pas être enquêtée par une personne d'une autre ethnie que la sienne). Dans chacun des sites, un FGD de femmes et un FGD d'hommes ont été organisés. Des entretiens ont été aussi réalisés, avec par exemple, un chargé des élections des jeunes, des jeunes leaders et des activistes des droits humains, des jeunes représentants des organisations locales, ainsi qu'un officier de la police, un commandant des militaires et un agent de l'administration civile. Enfin, un sondage a été effectué dans ces cinq sites ainsi qu'à Luberzi avec 364 personnes, donc environ 60 personnes par site.

Les données collectées ont été analysées par les jeunes avec l'appui de l'analyste en conflits de SFCG pendant un atelier d'analyse de données. Des outils participatifs ont été utilisés pour encourager les jeunes à analyser et distiller l'information selon l'âge, le sexe et l'ethnie et expliquer les différences selon leur compréhension et leur connaissance de la zone. L'analyste en conflits a par la suite rassemblé toutes les informations, complété l'étude secondaire et rédigé ce rapport qui ensuite sera restitué à la communauté de la Plaine de la Ruzizi et diffusé sur les radios de la zone au mois de janvier 2016.

## D. Analyse

### D.1. Contexte dans la Plaine de la Ruzizi

La chefferie de la Plaine de la Ruzizi est située au Nord-Est du territoire d'Uvira à la frontière avec le Burundi qui se trouve à l'Est. A l'Ouest de la chefferie, se trouvent les moyens et hauts plateaux d'Uvira qui touchent les hauts plateaux de Mwenga. La chefferie de la Plaine de la Ruzizi est une des trois chefferies du territoire d'Uvira. La majorité de la population sont Bafuliru. La deuxième plus grande partie de la population sont des Barundi, qui sont des Tutsi d'origine burundaise. On trouve également un nombre considérable de Banyamulenge<sup>1</sup>, Bavira et Babembe<sup>2</sup> et d'autres communautés moins nombreuses.

### D.2. Historique des tensions intercommunautaires

Le conflit entre les communautés bafuliru et barundi est le plus récurrent dans cette chefferie. Cette analyse et le travail mené en étroite collaboration avec les jeunes ont montré qu'une des principales raisons expliquant les tensions et la violence est la mauvaise compréhension de l'histoire de la zone. Les tensions entre ces deux communautés sont liées à des questions de pouvoir, de ressources naturelles et d'identité – elles-mêmes liées à l'histoire de la zone. Par conséquent, la première partie de ce rapport est consacrée à l'origine de ces tensions en se basant sur une étude de SFCG faite en octobre 2014 (*Analyse de Conflit « Hauts Plateaux de Mwenga - Plaine de la Ruzizi »*). Sachant que ce rapport sera restitué à la communauté, cela permet de clarifier un sujet encore sensible. Une bonne compréhension de l'histoire est également nécessaire pour comprendre les dynamiques du conflit actuel.

Il est tout d'abord important de comprendre l'origine des différentes communautés peuplant la Plaine de la Ruzizi. Les Bafuliru sont arrivés dans la plaine à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Les Barundi s'y sont quant à eux installés pendant la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. Bien que les Bafuliru soient arrivés dans la plaine plus tard, ils considèrent qu'ils constituent la communauté « autochtone », sachant qu'ils étaient déjà installés sur les moyens plateaux d'Uvira depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle<sup>3</sup>.

Les Barundi sont souvent associés aux Banyamulenge qui appartiennent eux aussi aux communautés burundaises et rwandaises arrivées à l'Est de la RDC (au Kivu) suite à plusieurs vagues migratoires. Les colons y avaient installé les communautés rwandaises, et dans une

---

<sup>1</sup> Les Banyamulenge sont des Tutsi d'origine burundaise et rwandaise qui vivent surtout dans les hauts plateaux d'Uvira, Fizi et Mwenga.

<sup>2</sup> Les Babembe sont considérés comme des « autochtones » de Mwenga.

<sup>3</sup> Comprendre les conflits dans l'Est du Congo: la plaine de la Ruzizi, ICG, 2013, p. 5-6.

moindre mesure burundaises, en raison du manque d'espace au Rwanda et au Burundi et au besoin de main d'œuvre agricole à l'Est de la RDC, notamment dans les hauts plateaux de Kalehe au Sud-Kivu et à Masisi au Nord-Kivu<sup>4</sup>. Avant cette vague de migration organisée, une minorité de Banyamulenge habitaient dans les hauts plateaux de Mwenga, Uvira et Fizi et des Barundi habitaient dans la plaine de la Ruzizi<sup>5</sup>. D'autres migrants sont également arrivés suite aux famines et aux conflits politiques entre 1905 et 1974<sup>6</sup>, aux émeutes anti-tutsi au Rwanda lors de la crise d'indépendance (1959-1963) ou bien, depuis le Burundi, dans les années suivantes la période coloniale<sup>7</sup>.

Ces différentes communautés vivaient dans une paix relative jusqu'à la fin des années 1980, mais des tensions ont toujours existé entre elles. Les communautés d'origine rwandaise et burundaise n'ont jamais été entièrement intégrées au sein des autres communautés locales ou « autochtones » et leur nationalité congolaise a souvent été remise en cause. Cette absence d'intégration effective a généré des tensions importantes depuis l'époque coloniale.

Les tensions entre ces ethnies peuvent se résumer en **4 étapes** :

**1. Les premières tensions ethniques** : Des tensions interethniques et des cas de violence ont été rapportés dès la première moitié du XXe siècle après que le territoire d'Uvira ait été découpé par les colons en trois chefferies (en fonction de l'ethnie) : les chefferies des Bavira, des Bafuliru et des Barundi (qui est aujourd'hui encore la chefferie de la Plaine). Les Bafuliru se sont révoltés en 1929 contre la décision d'accorder la chefferie de la Plaine aux Barundi et ont tenté de forcer les Barundi à fuir au Burundi à plusieurs reprises<sup>8</sup>. Une deuxième vague de violence a eu lieu lors de la guerre civile (1960-1965) après que les Barundi et Banyamulenge aient soutenu Mobutu, contrairement à d'autres communautés<sup>9</sup>. Les tensions entre les Barundi/Banyamulenge et les Bafuliru se sont à ce moment-là aggravées. Alors que les autorités à Kinshasa prenaient en main la question de leur citoyenneté, leur statut d'étranger s'est renforcé aux yeux des autres communautés locales<sup>10</sup>.

**2. Les violences interethniques au début des années 90** : Lors de la transition démocratique suite à la Conférence nationale souveraine en 1991, les partis politiques, généralement centrés sur une dimension ethnique, se sont considérablement multipliés (plus de 300 en juin 1992). L'ethnicité est donc devenue un outil de mobilisation électorale, ce qui a renforcé les tensions

---

<sup>4</sup> Terre, Pouvoir et Identité, International Alert, 2010, p. 27.

<sup>5</sup> Sortir de L'Impasse: Vers une nouvelle vision de la paix à l'est de la RDC, International Alert, 2012, p. 22.

<sup>6</sup> Sortir de L'Impasse: Vers une nouvelle vision de la paix à l'est de la RDC, International Alert, 2012, p. 20.

<sup>7</sup> Terre, Pouvoir et Identité, International Alert, 2010, p. 27.

<sup>8</sup> Comprendre les conflits dans l'Est du Congo: la plaine de la Ruzizi, ICG, 2013, p. 5-6.

<sup>9</sup> Comprendre les conflits dans l'Est du Congo: la plaine de la Ruzizi, ICG, 2013, p. 5-6.

<sup>10</sup> DR Congo: the Troubled East, Center for Strategic and International Studies, Gerard Prunier.

interethniques et engendré des soupçons contre les groupes dont la nationalité congolaise était considérée comme douteuse. Les communautés burundaises et rwandaises qui n'ont pas été invitées à la Conférence ont également été exclues du recensement des nationaux en prélude des élections<sup>11</sup>. Confrontés au chômage et à la discrimination, de nombreux jeunes des communautés rwandaises sont partis en Ouganda en 1990 pour rejoindre le mouvement de Front patriotique rwandais (RPF). Leur départ a renforcé la perception qu'ils étaient des étrangers<sup>12</sup>. La situation s'est gravement détériorée en 1994 à la suite du génocide rwandais lorsque l'entrée des FPR au Rwanda a entraîné un exode des Interahamwe (génocidaires) et de près de deux millions de réfugiés hutu rwandais vers la RDC. Certaines communautés, accusées d'avoir collaboré avec les Tutsi, étaient ciblées par les Hutu. A l'inverse, les Hutu congolais, assimilés aux responsables du génocide, ont souffert des représailles des Tutsi. En 1995, le Parlement de transition a alors adopté une résolution exigeant l'expulsion de tous les réfugiés et immigrants rwandais et burundais.

**3. La première guerre :** Après que Mobutu ait offert un lieu de refuge aux Interahamwe, le Rwanda et l'Ouganda ont envahi le Congo en 1996. L'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo (AFDL), dirigée par Laurent Désiré Kabila et soutenue par les Rwandais et les Ougandais, a brutalement démantelé les camps de réfugiés et chassé Mobutu du pouvoir<sup>13</sup>. A cette époque, les Banyamulenge ont occupé des postes d'autorité dans l'administration provinciale du Sud-Kivu et du territoire d'Uvira, provoquant un mécontentement considérable parmi les autres communautés<sup>14</sup>.

**4. La deuxième guerre :** L'alliance avec le Rwanda et l'Ouganda a pris fin en 1998 lorsque Kabila a tenté de prendre de l'indépendance vis-à-vis de ses partenaires et exclu les Tutsis de son gouvernement. Alors que le Rwanda et l'Ouganda entraient de nouveau au Congo, la communauté tutsie congolaise (Banyamulenge, Barundi et Banyarwanda) s'est alliée à la rébellion du Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD) qui contrôlait l'Est de la RDC dans le but d'obtenir la citoyenneté et le droit à une représentation politique<sup>15</sup>. Une multitude de groupes armés, Maï Maï, qui bénéficiaient d'un large soutien des communautés « autochtones » et du gouvernement de Kinshasa, se sont organisés comme les opposants du

---

<sup>11</sup> Sortir de l'impasse: Vers une nouvelle vision de la paix à l'Est de la RDC, International Alert, 2012, pp. 20-22.

<sup>12</sup> Revue documentaire – Profil territorial du Rutshuru, Section des affaires politiques de la MONUSCO (Nord-Kivu), février 2014.

<sup>13</sup> Revue documentaire – Profil territorial du Rutshuru, Section des affaires politiques MONUSCO NK, février 2014.

<sup>14</sup> Les Banyamulenge, insurrection et exclusion dans les montagnes du Sud-Kivu, Institut de la Vallée du Rift, 2013, pp. 22-25.

<sup>15</sup> Sortir de l'impasse: Vers une nouvelle vision de la paix à l'Est de la RDC, International Alert, 2012, p. 22.

Les Banyamulenge, insurrection et exclusion dans les montagnes du Sud-Kivu, Institut de la Vallée du Rift, 2013, pp. 25-27.

RCD. La population civile a directement ciblé par les actes de violence, entraînant la montée des sentiments de haine et d'insécurité<sup>16</sup>.

**5. La période de transition :** Tandis que le RCD faisait partie du gouvernement de transition après l'accord de paix global et inclusif de 2002, ses membres n'ont pas réussi à sécuriser des sièges aux premières élections en 2006. Le RCD est resté sans représentation politique provincial et national. Par conséquent, les personnes mécontentes du processus d'intégration ont formé le mouvement du CNDP (Congrès national pour la défense du peuple), plus tard rétabli comme le M23 (le Mouvement du 23-mars<sup>17</sup>) pour maintenir une influence à Kinshasa et protéger leurs intérêts économiques et sécuritaires à l'Est<sup>18</sup>. En novembre 2013, l'armée congolaise, assistée par la brigade d'intervention rapide de la MONUSCO, a mis fin à ces rebellions. Ces mouvements qui ont surtout été appuyés par les communautés tutsies ont renforcé les sentiments de haine contre ces communautés.

### D.3. Les tensions intercommunautaires actuelles

Les tensions intercommunautaires entre les deux principales communautés de la Plaine de la Ruzizi, les Bafuliru et les Barundi (les Banyamulenge étant souvent assimilés aux Barundi), sont toujours très vives. Sur 364 personnes enquêtées, 258, soit 71%, ont dit que le conflit du pouvoir est l'un des conflits les plus importants. Un autre conflit important est le conflit foncier, selon 237, soit 65% de personnes enquêtées. Lors des groupes de discussion (FGD) et des entretiens, les conflits les plus souvent mentionnés ont également été les conflits ethniques liés à l'accès au pouvoir et à la terre. Le conflit est particulièrement aigu entre les éleveurs barundi et banyamulenge, à la recherche du pâturage pour leurs bétails, et les agriculteurs bafuliru dont les champs sont régulièrement dévastés par les vaches. Les jeunes qui ont participé à l'atelier d'analyse de données ont confirmé que ces sont les conflits les plus importants et violents dans la zone.

#### a. Le conflit lié à l'accès au pouvoir

**Le conflit de pouvoir intercommunautaire.** Dans la plaine, les conflits liés à l'accès au pouvoir sont multiples, mais le plus important concerne l'accès au pouvoir coutumier entre les Bafuliru et les Barundi sachant que les deux communautés n'arrivent pas à s'accorder sur un chef pour

---

<sup>16</sup> Sortir de l'impasse: Vers une nouvelle vision de la paix à l'Est de la RDC, International Alert, 2012, p. 23-24.

Les Banyamulenge, insurrection et exclusion dans les montagnes du Sud-Kivu, Institut de la Vallée du Rift, 2013, pp. 25-27.

<sup>17</sup> Le 23 mars fait référence à la date à laquelle les ex-rebelles du CNDP se sont intégrés dans l'armée congolaise à la suite d'un accord de paix signée les 23 mars 2009 à propos duquel ils ont accusé le gouvernement de ne pas l'avoir respecté.

<sup>18</sup> From the CNDP to M23, Congo Siasa, novembre 12, 2012.



la chefferie, qui est restée sans administration civile depuis 2012. Le contrôle coutumier en RDC est « ethnique » et héréditaire. Bien que leur rôle soit de servir toute la communauté, les chefs coutumiers favorisent souvent les groupes ethniques dont ils dépendent pour maintenir leur légitimité. Le chargé des élections des jeunes a résumé la situation en employant le terme de « négligence » d'une communauté envers l'autre. De plus, dans un système de gouvernance où la corruption est répandue, l'accès au pouvoir facilite l'accès à la terre et aux ressources naturelles. Les deux communautés respectives souhaitent donc accéder au pouvoir<sup>19</sup>.

Les Barundi sont actuellement détenteurs du pouvoir coutumier, ce qui est difficilement accepté par les Bafuliru. Lors de l'atelier d'analyse de données avec les jeunes en novembre, il est ressorti très clairement que les Barundi veulent conserver leur pouvoir coutumier, leur terre et leur identité. Les Bafuliru revendiquent quant à eux de transformer la chefferie de la Plaine de la Ruzizi en secteur. Cette revendication est motivée par l'importance de leur poids démographique au sein de la chefferie mais aussi du désir de sauvegarder leur culture et identité, comme l'ont expliqué les jeunes analystes. La peur de la perte d'identité est très fortement ressentie, d'une manière radicalisée, comme l'illustrent deux commentaires des jeunes lors d'un groupe de discussion à Bwegera : « Les autres veulent nous chasser de ce village » et « si nous ne nous protégeons pas, nous serons exterminés ».

Lors de l'atelier d'analyse de données, les jeunes ont fait une analyse des besoins, intérêts et positions des deux communautés, Bafuliru et Barundi, ce qui leur a permis de prendre de la distance par rapport aux sentiments de méfiance et de rejet, mais aussi de comprendre que les communautés peuvent aussi être manipulées sans en être véritablement conscientes. L'outil utilisé était « l'oignon » qui permet de distinguer la différence entre « les positions » (ce que les acteurs disent publiquement), « les intérêts » (ce qu'ils veulent vraiment) et « les besoins » (ce qu'ils doivent avoir). Cette activité a montré aux jeunes que les besoins de leurs communautés sont les mêmes, notamment la paix et le développement économique ainsi que la sauvegarde de leurs cultures et identités. Lors du « conflict scan », les jeunes ont aussi compris que le manque de développement est une conséquence de ces conflits. Un jeune activiste des droits humains de Sange a souligné que le conflit lié au pouvoir « handicape la région sur le plan de développement ». En outre, ils ont constaté une forme de manipulation de la part des politiciens. Selon un journaliste de Sange, les conflits de pouvoir se situent au niveau des positions et des intérêts avec « des discours publics tranchés et insistants sur la haine » alors que la solution au conflit requiert que les besoins, communs à tous, soient mis en avant.

---

<sup>19</sup> Analyse de Conflit « Hauts Plateaux de Mwenga - Plaine de la Ruzizi », SFCG, octobre 2014, p. 19.

Un résumé de l’historique autour de la gestion coutumière de la chefferie est ici nécessaire car il explique en partie le conflit actuel lié au pouvoir<sup>20</sup>.

*« Les raisons sont historiques, depuis l’époque coloniale nous avons cette rivalité entre les tribus, du fait que certaines personnes se comportent comme les ayants droits au détriment des autres ». Commentaire d’un participant à une discussion de groupe à Luvungi.*

---

Le conflit lié à l’accès au pouvoir coutumier remonte à l’époque coloniale. Ce qui est aujourd’hui la chefferie de la Plaine a été attribuée par les colons aux Barundi comme chefferie des Barundi. La nouvelle division des chefferies (voir ci-dessus) a créé des frustrations au sein de la communauté bafuliru. En 2004, le gouvernement de Kinshasa a privé le mwami Ndabagoye, un ancien partisan du RCD, de son poste en nommant un Mufuliru (singulier de Bafuliru) comme chef coutumier de la chefferie, désormais appelé chefferie de la Plaine de la Ruzizi. Les Barundi ont fait plusieurs demandes pour que leur leader soit réinstallé, mais aucun des administrateurs du territoire d’Uvira n’osait prendre le risque d’un soulèvement de la communauté bafuliru, majoritaire dans la chefferie<sup>21</sup>.

Lors de la campagne électorale en 2011, Kabila a choisi de s’appuyer sur les Barundi et leur a promis la restauration de leur chefferie en échange. Une semaine après sa prise de fonctions, le leader murundi (singulier de barundi) a toutefois été brutalement assassiné à son domicile (le 26 avril 2012). L’enquête judiciaire, qui est encore en cours, a mis en cause des membres d’une milice mufuliru. L’arrestation de quatre chefs coutumiers bafuliru a déclenché une spirale de violences jusqu’à la fin de l’année 2012. Selon les participantes femmes à Sange et à Mutarule, cet assassinat a été un vrai déclencheur des violences et a aggravé les tensions entre les deux communautés. En août, la MONUSCO, en collaboration avec SFCG et le CCI (Cadre de concertation intercommunautaire), a organisé de concertations intercommunautaires sans grand succès. Le Ministre de l’intérieur et des affaires coutumières est intervenu en septembre 2012 pour qu’un acte d’engagement soit signé. L’accord n’a cependant pas permis d’instaurer un dialogue intercommunautaire ni de traiter les causes profondes des conflits entre les communautés. Le décès du mwami mufuliru, Ndare Simba, en décembre 2012 a temporairement mis fin à la crise<sup>22</sup>. En 2013, le gouvernement a installé un chef barundi qui n’a pas été accepté par la communauté bafuliru, qui continue de proférer des menaces à son

---

<sup>20</sup> Cette partie historique se base également sur le rapport Analyse de Conflit « Hauts Plateaux de Mwenga - Plaine de la Ruzizi », SFCG, octobre 2014.

<sup>21</sup> Comprendre les conflits dans l’Est du Congo: la Plaine de la Ruzizi, ICG, 2013, pp. 14-15, pp. 5-6.

<sup>22</sup> Comprendre les conflits dans l’Est du Congo: la plaine de la Ruzizi, ICG, 2013, p. 13, pp. I-II, p. 3.

encontre. Ainsi, le poste reste de facto vacant. Si le conflit était latent en 2013, des violences ont ressurgies en 2014, avec des assassinats, enlèvements, incendies de maisons, dévastation des champs par le bétail, tueries de vaches, vols et pillages. Désormais, la violence persiste malgré le renforcement du dispositif de sécurisation par la LENI (Légion d'intervention rapide) de la PNC, les FARDC et la MONUSCO.

Les populations sont inquiètes pour l'avenir. Dans ce climat de méfiance, les rumeurs, les stéréotypes et les préjugés prospèrent. Selon les participantes femmes à Sange, la violence continuera jusqu'au moment où un leader sera installé et respecté par tout le monde. Il est essentiel de mettre en place une gestion de la chefferie équitable de manière à promouvoir les besoins de l'ensemble de la population de la plaine. Une jeune animatrice d'une organisation locale à Sange ainsi qu'un officier de la police à Bwegera affirmaient que « le rejet des autres » aggrave la situation, tandis que « la considération des autres » est l'unique solution pour atténuer les tensions à l'avenir.

Ces divergences ont également été ressenties au niveau local où la gestion des localités et cités reste paralysée.

**Sange.** Le chef de cité est aussi absent car il n'est pas accepté par la communauté bafuliru. Les participants hommes à Sange ont expliqué que la gestion communautaire est actuellement faite par les Bafuliru sans prendre en compte les besoins des communautés barundi et banyamulenge. Ces derniers, refusent quant à eux d'être dirigés par un chef mufuliru. Dans ce contexte, « c'est la loi de la jungle qui est appliqué, les plus forts résistent » ont conclu les participantes femmes. Les participants hommes ont expliqué qu'en cas de différends, les militaires ou les policiers s'interposent. En cas de litiges entre voisins, le chef de quartier s'arrange pour réunir les deux parties, et si le litige persiste, il les réfère à la police. Ils se sont néanmoins plaints que « les policiers font payer les amendes non prévues par la législation congolaise »<sup>23</sup>. La justice est mal rendue et la corruption visible à tous les niveaux, ont-ils dit. De même, les participantes femmes ont expliqué qu'à cause de l'absence d'autorité, les gens ont recours aux sages du milieu ou parfois aux unités de la police. Comme ces personnes ne parviennent généralement pas à résoudre les problèmes, la gestion communautaire reste faible et l'instauration d'un leader équitable encore plus importante.

**Mutarule.** Il y a actuellement deux chefs qui sont responsables de leurs communautés respectives. Suite au massacre de 2014 (voir ci-dessous), les communautés bafuliru et banyamulenge refusent automatiquement un chef qui n'appartient pas à leur communauté, comme l'ont expliqué les participants du groupe de discussion.

---

<sup>23</sup> Il y a eu des plaintes identiques des participants à Bwegera.

**Bwegera.** Les participantes femmes ont expliqué que le pouvoir coutumier n'associe pas tout le monde car il est d'une seule ascendance. Chaque communauté veut donc avoir la commande de Bwegera, ce qui crée des tensions importantes, parfois très violentes et mortelles.

**Le conflit de pouvoir intracommunautaire.** Il existe également des conflits de pouvoir intracommunautaire au sein des Bafuliru.

**Luvungi.** Les participantes femmes ont expliqué que « chaque clan veut être à la commande au détriment de l'autre ». Elles ont ajouté que « quand certains sont à la tête de la localité, ils cherchent à privilégier seulement leurs frères de clan ». La question de l'héritage du pouvoir coutumier est manipulée par les héritiers qui revendiquent le pouvoir. La localité est mal gérée en raison du changement fréquent des autorités et aux problématiques actuelles entre l'ancien et le nouveau chef, ont expliqué les participantes femmes. Après la mort du dirigeant Ombeni Kimumbu, son petit frère Ndaye Kimumbu a été placé à la tête du pouvoir. En raison de sa mauvaise gestion de la localité, il a été remplacé par le fils de son frère défunt, Ombeni Mbabaro. Toutefois, Ndaye Kimumbu a contesté cette décision et a commencé à instrumentaliser la population afin de rendre la gestion de Luvungi difficile pour le nouveau chef. Les autorités provinciales sont par la suite intervenues pour l'arrêter. Il a tout d'abord été placé à la prison d'Uvira et se trouve désormais à la prison centrale de Bukavu<sup>24</sup>.

A cause de ce conflit de pouvoir, la population est pessimiste par rapport à l'avenir. Les participantes femmes ont déclaré qu'elles ont une vision négative car il y aura toujours des tueries et des divisions entre les chefs coutumiers et les deux communautés. Les participants hommes et femmes proposent de mettre en place un système représentatif où les autorités seront choisies par la population à travers des élections libres et transparentes. Les femmes participantes ont souligné que les chefs doivent « travailler pour l'intérêt de la population entière ».

**Katagota.** La localité est également mal gérée. Les participants à la discussion de groupe ont expliqué que les autorités s'imposent et qu'il n'y a pas d'élections. Ils ont déclaré que chaque clan revendique la gestion de la localité et les chefs font ce qu'ils veulent sans tenir compte des aspirations du peuple.

## **b. Le conflit foncier**

**Le conflit entre agriculteurs et éleveurs.** Le conflit foncier dans la plaine s'exprime surtout à travers le conflit entre agriculteurs et éleveurs (particulièrement la divagation des bêtes) qui est étroitement lié aux tensions intercommunautaires. La majorité d'éleveurs sont des Barundi et Banyamulenge et la majorité d'agriculteurs sont des Bafuliru. D'un côté, les Bafuliru accusent

---

<sup>24</sup> Interview avec plusieurs sources à Luvungi en décembre 2015.

les Barundi et les Banyamulenge de la dévastation de leurs champs par les vaches. D'un autre côté, les Barundi et Banyamulenge accusent les Bafuliru de vols des vaches et des biens des membres de leurs communautés. Un animateur d'une organisation locale de Bwegera a expliqué que la zone manque de pâturages, raison pour laquelle les vaches dévastent les champs. En raison du conflit entre les agriculteurs et éleveurs, la méfiance et la mésentente entre les communautés augmentent.

**Katagota.** Les participants aux groupes de discussion, ainsi qu'un officier de la police et une autorité civile, ont dit que le conflit entre éleveurs et agriculteurs est plus répandu pendant la saison sèche. Les bergers cherchent des herbes à Katagota où le climat est un peu plus humide qu'à d'autres endroits dans la plaine. Ils se plaignent que les vaches divaguent et ravagent les produits agricoles.

**Mutarule.** Le conflit entre éleveurs et agriculteurs dans la Plaine de la Ruzizi a éclaté entre un groupe de jeunes bafuliru et une coalition de Banyamulenge et Barundi, propriétaires des vaches. La communauté barundi raconte que les Bafuliru auraient blessé leurs vaches pendant la saison sèche de 2014, ce qui constitue une provocation extrême. Pour se venger, des Barundi et Banyamulenge ont tué 30 Bafuliru, dont des femmes et des enfants, dans une église. Ni la police ni les FARDC (les forces armées) ne sont intervenues et leur passivité aggravé les tensions. Par la suite, la communauté bafuliru a conclu que les communautés barundi et banyamulenge étaient responsables du massacre de Mutarule.<sup>25</sup>

**Les femmes sont les premières victimes.** Selon les participantes femmes à Luvungi, ce sont surtout les femmes agricultrices qui souffrent de la dévastation des champs dans lesquels elles travaillent. Ces propos ont été confirmés par les participants hommes sachant que c'est leur principale source de revenus de femmes. Les participantes femmes de Katagota se sont également plaintes en disant que les vaches détruisent leurs champs et que la justice n'est pas rendue car les propriétaires de vaches ont les moyens d'influer la décision judiciaire en leur faveur. A cette difficulté s'ajoute les problèmes sécuritaires qu'elles peuvent avoir lorsqu'elles vont aux champs. Les participantes à Sange ont dit qu'elles ont peur d'aller aux champs très tôt le matin. Les participants hommes à Bwegera ont exprimé la même inquiétude pour les femmes.

**Les conflits liés à l'accès aux champs.** Ce type de conflits est le résultat de la mauvaise gestion par les autorités locales qui vendent les champs selon leurs propres intérêts sans respecter les procédures, ce qui déprime les petits paysans, ont expliqué les participants hommes à Luvungi. De même, les participantes femmes à Katagota ont expliqué que « ce sont nos autorités qui vendent nos terres aux riches venant de la ville sans nous concerter ». De même, le

---

<sup>25</sup> Analyse de Conflit « Hauts Plateaux de Mwenga - Plaine de la Ruzizi », SFCG, octobre 2014, p. 22.

commandant FARDC à Katogota a dit que « les leaders ont vendu les champs aux riches au lieu de les donner à la population » et que les leaders se sont approprié une grande partie des terres de Katogota en déclarant que « les leaders doivent avoir un hectare ».

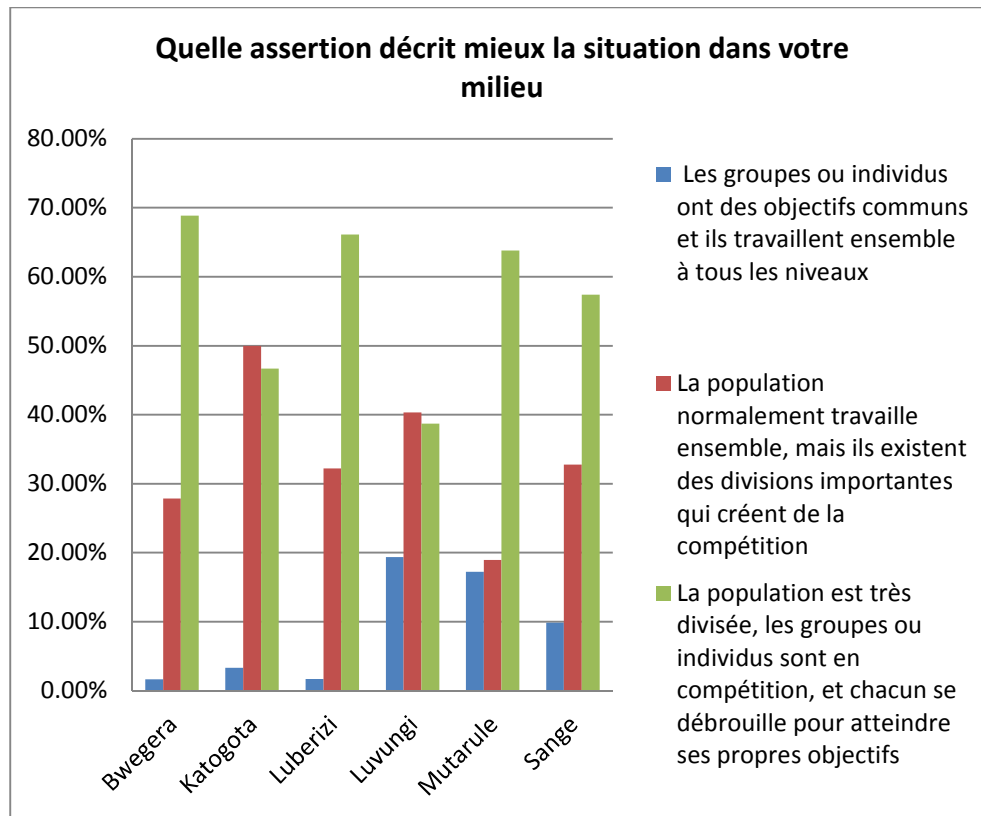
La manipulation de la loi foncière est facilitée par la dualité qui existe entre le droit coutumier, qui continue à être appliquée, et la loi écrite, avec la législation foncière adoptée en 1973 qui faisait passer toutes les terres sous le contrôle de l'Etat et les ouvrait à la vente privée. Cette dualité permet aux leaders politiques et coutumiers de manipuler la loi pour acquérir des portions de terres, chassant ainsi les populations paysannes<sup>26</sup>. Les participants hommes ont expliqué que les terres sont devenues insuffisantes suite à l'augmentation de la population et du fait que les autorités n'appliquent pas la loi, mais agissent en fonction de leur influence et de leurs connaissances. Les participantes femmes de Katogota ont également mentionnaient une certaine frustration en raison de la vente continue des champs de la population par les chefs coutumiers.

#### **D.4. La cohésion sociale**

Le manque de cohésion sociale est la conséquence directe de ces conflits et des violences intercommunautaires dans la Plaine de la Ruzizi. Le graphe suivant montre que la majorité de la population dans les localités de Bwegera, Luberizi et Mutarule et la cité de Sange pensent que la population est divisée, que les groupes ou individus sont en compétition, et que chacun est livré à ses propres moyens pour atteindre ses objectifs. Le pourcentage des personnes enquêtées qui affirment que la population travaille ensemble, à tous les niveaux, est relativement bas pour toute la zone. La même information distillée par âge, sexe et communauté ethnique n'a montré aucune différence remarquable.

---

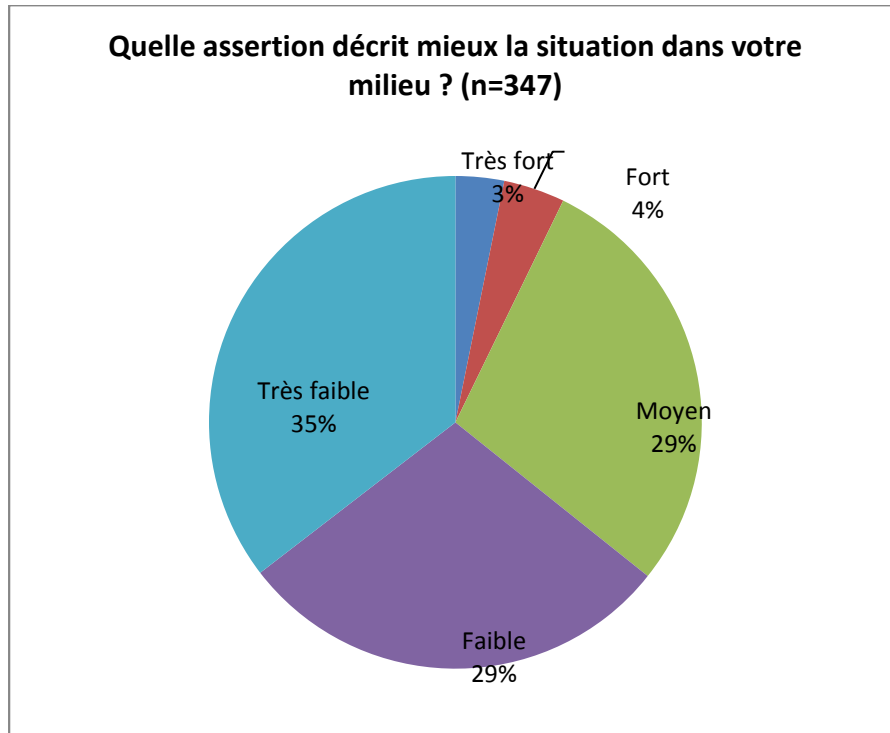
<sup>26</sup> Analyse de Conflit « Hauts Plateaux de Mwenga - Plaine de la Ruzizi », SFCG, octobre 2014.



En revanche, lors des groupes de discussion dans la localité de Luvungi et la cité de Sange, les participants, femmes et hommes, ont constaté que les communautés interagissent et fréquentent les mêmes écoles, églises et marchés. En ce qui concerne les mariages intercommunautaires, les participants hommes à Sange ont expliqué qu’il arrive que certaines familles refusent que leurs enfants se marient avec des personnes d’autres ethnies en raison de la contradiction de la coutume entre les différentes ethnies. A Katagota, les participants hommes ont parlé du tribalisme dans le domaine scolaire, ainsi que du besoin de se marier dans « la ligne droite de sa communauté ethnique ». Les participantes femmes ont affirmé qu’il « existe des cas exceptionnels de mariages des communautés mixtes ».

A Mutarule, depuis le massacre, les tensions intercommunautaires sont très élevées et la cohabitation pacifique difficile. Il existe deux écoles différentes, une pour les Barundi et une autre pour les Bafuliru. Les églises sont aussi devenues ethniques à l’exception de l’église catholique qui accueille l’ensemble de la communauté. Il n’y a plus de marché car les deux communautés ne veulent pas acheter les produits de l’autre. La population de Maturale est obligée d’aller au marché de Sange. Les systèmes de soins ne sont pas non plus organisés car les gens ont peur d’un massacre dans le centre de santé. Les mariages intercommunautaires ne se font plus et les communautés n’interagissent pas sur des projets communautaires. A l’inverse des autres sites, le deuil se déroule exclusivement entre personnes de la même communauté.

« La méfiance entre les communautés » est le résultat des conflits intercommunautaires et du manque de collaboration quotidienne, ont constaté les participants hommes à Luvungi et les participantes femmes à Bwegera. De même, les participantes femmes à Katogota ont dit que « les relations sont rompues entre les communautés » et les participants hommes à Bwegera ont parlé de « haine tribale ». Le manque de confiance entre les communautés est illustré dans le graphe ci-dessous sur lequel on voit qu'une très faible représentation de la population pense que la confiance est forte ou très forte (seulement 3 et 4%).



## D.5. Résolution de conflit et recommandations

Malgré la violence qui domine la Plaine de la Ruzizi, le sondage a montré que la majorité de la population souhaite développer un dialogue autour des problèmes existants dans la zone. Sur les 364 personnes enquêtées, 230, soit 63%, ont dit que le dialogue reste l'un des mécanismes les plus utilisés dans le cadre de la résolution des conflits. Un autre mécanisme non-violent, fréquemment utilisé par une majorité de la population (51%), est le recours aux conseils ou à l'arbitrage par les familles des parties en conflit. Le désir de suivre une approche non-violente est également reflété dans les recommandations qu'ont données les participants au « conflit scan ». Les recommandations suivantes ont été formulées lors des groupes de discussion et des entretiens.



## a. Recommandations pour la population

### La cohésion sociale

- Diffuser des messages éducatifs incitant à la paix et à la cohabitation pacifique.
- Réunir les acteurs locaux en multipliant les réunions de dialogue sur la paix.
- Faire un plaidoyer pour la paix entre les communautés auprès des autorités coutumières.
- Tolérer les membres des autres communautés.

**Aspect genre.** Les participantes femmes ont souligné qu'elles ne sont pas impliquées dans la gestion publique. « Les femmes n'ont pas assez souvent la parole, puisqu'elles sont sous-estimées dans la communauté », ont expliqué les participantes à Sange. Les participants hommes à Bwegera ont également dit que les femmes sont reléguées au second rang et ne peuvent pas parler là où les hommes discutent. Les participantes à Luvungi pensent quant à eux que la gestion de la cité s'améliorerait si les femmes étaient impliquées.

- Faire un effort explicite pour impliquer les femmes dans la gestion publique.

## b. Recommandations pour SFCG

- Mener des activités susceptibles de rapprocher les communautés telles que le football, le théâtre, les concours de poèmes, les conférences, etc.
- Créer des centres culturels où les jeunes des communautés différentes peuvent se rencontrer.
- Multiplier les antennes radiophoniques pour diffuser des messages sur la cohabitation pacifique et l'importance du dialogue.
- Multiplier les séances de sensibilisation pour lutter contre la discrimination entre les communautés.
- Faire un plaidoyer auprès des autorités pour expliquer que la population a besoin de vivre en paix.
- Organiser une table ronde entre les habitants et les autorités pour mettre fin aux divergences.
- Multiplier les formations sur la pacification en faveur des leaders locaux et autres couches sociales.

## E. Conclusion

Ce « conflict scan » a été organisé avec les jeunes de la plaine dans le but de les encourager à jouer un rôle clé dans l'analyse des conflits et le processus de résolution des conflits. Ils ont collecté des données qui ont permis de faire une analyse essentielle des causes et dynamiques des conflits dans la zone. Par ailleurs, ils ont mis en avant que l'approche non-violente, à travers le dialogue, et les conseils ou l'arbitrage par les familles des parties en conflit, prime dans le cadre de la résolution des conflits.

## F. Bibliographie

- Analyse de Conflit « Hauts Plateaux de Mwenga - Plaine de la Ruzizi », SFCG, octobre 2014.
- Comprendre les conflits dans l'Est du Congo: la plaine de la Ruzizi, ICG, 2013.
- DR Congo: the Troubled East, Center for Strategic and International Studies, Gerard Prunier.
- From the CNDP to M23, Congo Siasa, novembre 12, 2012.
- Les Banyamulenge, insurrection et exclusion dans les montagnes du Sud-Kivu, Institut de la Vallée du Rift, 2013.
- Revue documentaire – Profil territorial du Rutshuru, Section des affaires politiques de la MONUSCO (Nord-Kivu), février 2014.
- Sortir de L'Impasse: Vers une nouvelle vision de la paix à l'est de la RDC, International Alert, 2012.
- Terre, Pouvoir et Identité, International Alert, 2010.